

UN FRONT DE GAUCHE pour une Europe sociale, féministe, écologiste



Dans l'UE, la part des salaires dans le PIB a chuté en 13 ans de 8,6% pour être transféré au capital. Et aujourd'hui, 40% de la population européenne est dans la précarité. Le nombre de cette population va exploser avec la crise du modèle libéral capitaliste européen que nous vivons.

La précarisation est un mode de domination que les femmes subissent de plein fouet, mais qui sévit dans le monde du travail en général. Quand cela concerne les hommes et les femmes : les syndicats et les partis politiques qui défendent les droits des travailleurs sont attaqués.

Féminisme Commu

sur le site du PCF
pcf.fr/femmes

commission

Droits des femmes/féminisme

Pour nous, les femmes, nous sommes en plus concernées par le danger de perdre notre liberté individuelle avec les menaces qui pèsent sur des services publics. Ainsi, le risque est grand pour des milliers de femmes de ne plus pouvoir combiner vie professionnelle, familiale et personnelle.

C'est pour cela que les femmes sont nombreuses dans les manifestations, en France comme dans les autres pays européens : nous avons pu le constater le 29 janvier dernier, et nous ne manquerons pas de le faire lors de celles prévues en mars, notamment en Allemagne au moment du G20 avec pour mot d'ordre : "Fermez le casino"!

La concurrence entre salariés voulue par les libéraux porte ses effets, "la guerre de chacun contre tous" leur permettent, en retour, de gagner les élections.

C'est notre combat de faire en sorte que cesse cette concurrence artificielle entre salarié-e-s afin que se dessinent les contours d'une véritable communauté d'intérêt. Femmes et hommes, salariés de l'Est et de l'Ouest de l'Europe, migrants et Européens, jeunes et plus âgés, notre force est dans notre rassemblement pour changer l'Europe.

Les élections de nos député-e-s au Parlement européen sont une étape de cette bataille que nous devons gagner sur le capital.

Le *Front de gauche pour changer d'Europe* est aussi le front de toutes celles et de tous ceux qui luttent pour une Europe basée sur l'égalité politique, culturelle, économique et sociale des femmes et des hommes habitants l'Europe, qu'elles et ils y soient nés ou pas.

Christine Mendelsohn

membre du Conseil national du PCF et du secrétariat du PGE

FÉVRIER 2009

Activité de la commission nationale

Femmes sahraouiennes Page 2

Situation économique des femmes en Europe Page 3

Initiatives 8 mars Page 4

Intervention de Colette Mò au CN du 7/2 Page 5

CN des 28/2 et 1er/3 un CN pas comme les autres Page 6

Intervention de Brigitte Dionnet au CN des 28/2 et 1er/3 Page 7

Activité des commissions départementales

Initiatives 8 mars Page 8

Actions unitaires

Manifestation 7 mars Page 9

Solidarité

IFE : les échos de la région de Gaza Page 10

Agenda Page 11

RENCONTRE femmes sahraouies

Cette rencontre a eu lieu en décembre dernier avec, d'une part, Laurence Cohen, Jacques Fath et moi-même, d'autre part la délégation des femmes sahraouies composée de Elghalia Djimi, ex détenue dans les geôles de Hassan II, présidente de l'Association sahraouie des victimes des violences, Fatma Elmehdi, secrétaire de l'union nationale des femmes sahraouies, Najat Knibila, membre de l'autodétermination au Sahara, Khadija Moutik, syndicaliste et militante pour les droits des femmes.

Ces militantes pour la cause des femmes sahraouies et le droit de vivre dignes et libres sur leur territoire réclament depuis 1975, date où le Maroc a envahi le Sahara Occidental, un référendum pour le droit à l'autodétermination.

Elles nous ont fait part des conditions dans lesquelles vit ce peuple. Maintenus dans des zones occupées par le Maroc, les familles sont éclatées, dispersées. Les autorités marocaines maintiennent le peuple sahraoui dans l'état de colonialisme, recourant aux agressions et aux violences, aux sévices sexuels, voire aux mutilations notamment contre des femmes et des étudiantes sahraouies, alors que le peuple sahraoui est un peuple arabo-musulman qui a une très grande estime et un très grand respect des femmes. Ce qui est insupportable à l'État marocain, c'est l'engagement de ces femmes qui agissent, luttent et participent aux manifestations réclamant le référendum pour leur propre autodétermination.

Le peuple tout entier souffre et se bat pour retrouver son territoire et vivre en harmonie, les femmes sahraouies interviennent concrètement en tant que femmes dans les combats contre ces méthodes barbares pour faire taire toute démocratie, contre le saccage et le pillage de leurs villages. Sur le dernier trimestre 2008, plus de dix manifestations ont été lourdement réprimées.

33 années après le retrait de l'Espagne, ce pays reste parmi la liste des pays colonisés.

C'est pourquoi, en solidarité avec ces femmes sahraouies, nous réclamons que les institutions européennes mettent tout en œuvre pour la réouverture de négociations entre le Front Polisario et le Maroc, et ceci en respectant les termes des résolutions de l'ONU et le droit des peuples à l'autodétermination.

Élisabeth Ackermann

Contact : www.afaspa.com - AFASPA@wanadoo.fr

13 rue Pierre et Marie Curie 93170 Bagnolet

EUROPE

le visage européen de la pauvreté est féminin

Le phénomène des “working poor”, autrement dit des travailleurs/euses dont le revenu ne leur permet pas d'échapper à la pauvreté, semblait, il y a quelques années à peine, limité aux États-Unis ou aux pays pratiquant le "néolibéralisme sauvage".

Pourtant, à la faveur des politiques néolibérales d'austérité, d'augmentation des contrats précaires et de blocage des salaires, ce phénomène est aujourd'hui généralisé en Europe et ne cesse de se développer.

En 1999, 6% des salarié-e-s européen-e-s vivaient en dessous du seuil de pauvreté, soit 7,8 millions de personnes. En 2001, dans l'UE à 15 États-membres, ils étaient 11 millions de travailleurs-euses pauvres. En prenant en compte tous les membres des ménages des salarié-e-s pauvres, on arrive à 20 millions de personnes, soit 6% de la population totale. En 2004 (UE à 25 États-membres), le chiffre grimpe à 14 millions de travailleurs-euses pauvres, soit 7% de la population totale.

Les causes, on peut les résumer à trois catégories, toutes trois liées à l'évolution néolibérale du capitalisme actuel :

- Comme l'admettent les documents officiels européens : “La faiblesse du salaire est incontestablement un facteur important de risque de pauvreté des travailleurs”. L'austérité néolibérale appliquée depuis près de 30 ans s'est traduite par un quasi-blocage de la croissance des salaires réels pour les travailleurs-euses. Ce blocage s'exprime de manière frappante dans la part des salaires par rapport au PIB européen ; si ce dernier était de 75,5% en 1970, il est passé à 68,4% en 2001-2002. Par ailleurs, on constate également une progression de la catégorie des bas salaires, qui représente 15% des salarié-e-s en Europe. En France, ce nombre est passé de 5% en 1983 à 9% en 2001.
- Au cours des années 90, la part des dépenses publiques permettant de contenir ou de limiter les phénomènes d'exclusion et de pauvreté a elle aussi diminué du fait de l'austérité budgétaire, notamment imposée par les critères de convergence du Traité de Maastricht et par le “Pacte de stabilité” européen. En 1994, ces dépenses représentaient 26,2% du PIB européen pour descendre à 23,7% en 2000.

- Les réformes successives de dérégulation du marché du travail ont amené une flexibilisation et une précarisation accrues du travail, favorisant l'émergence et le développement de contrats de travail à durée déterminée, intérimaires et à temps partiel. Le travail à temps partiel est ainsi passé de 13% du total du volume d'emploi en Europe en 1985 à 18,2% en 2002, tandis que l'emploi temporaire est passé sur la même période de 8,4% à 13,1%. Le développement de ce type de contrats est étroitement lié à l'émergence et à la progression du phénomène de pauvreté. Sans surprise, on constate que les travailleurs-euses à temps partiel ou à durée indéterminée ont deux fois plus de risques de connaître la pauvreté.

La pauvreté salariée au féminin

Le phénomène touche fortement les femmes. Même s'il n'existe pas encore de données chiffrées précises concernant la part des femmes parmi les travailleuses pauvres, l'évolution de la pauvreté salariale a clairement suivi une courbe quasi parallèle à celle de la part des femmes dans la population active, qui est passée de 39% en 1987 à 44% en 2002 en Europe.

De plus, elles sont massivement salariées : 89% des femmes actives en Europe sont salariées contre 81% des hommes. À travail strictement égal, elles gagnent entre 4 et 5% de moins que les hommes, tandis que, dans la moyenne européenne et toutes professions confondues, l'écart salarial est de 23%. Elles représentent également pas moins de 75% des bas salaires et entre 80 et 90% des emplois à temps partiel qui, faut-il le rappeler, leur sont bien souvent imposés et qui constituent l'un des moteurs principaux du développement de la pauvreté des femmes.

À l'approche des élections européennes, il est plus que jamais nécessaire de construire une Europe sociale, trouver le chemin des convergences d'actions et d'initiatives pour de véritables emplois stables, avec un salaire minimum garanti européen, le maintien et le développement des services publics et une réelle politique d'égalité homme/femme.



UN 8 MARS pour parler d'elles

Un modèle de tract parviendra aux fédérations dans les jours qui viennent.

Il portera sur :

Femmes et droits en Europe.

Droit à la contraception et à l'avortement pour toutes les Européennes.

Pour une Europe progressiste et féministe.

L'égalité hommes/femmes est dans l'œil du cyclone de la crise économique, nous disons "non" au démantèlement des services publics, à l'aggravation de la pauvreté et de la précarité des femmes.

Pour le meeting du 8 mars en Île-de-France :

possibilité d'utiliser le modèle de tract 8 mars avec l'annonce du meeting.

CONSEIL NATIONAL DU 7 FÉVRIER 2009

intervention de Colette Mô

charte sur le fonctionnement du CN

L'obligation et/ou la recommandation de parité pour les directions ou assemblées élues du PCF étaient assez bien respectée. Depuis la récente nomination d'une coordination de direction (composée de 2 femmes, dont Marie-George, pour 8 hommes), l'évolution semble stoppée.

La parité, rappelons-le, est pour nous, féministes, la simple réparation d'une injustice, la représentation des hommes et des femmes à égalité est incontournable pour la démocratie. Pourtant, ma présence assidue aux réunions du CN m'a permis de constater la faible participation des femmes aux différents débats et cela se vérifie en reprenant les comptes rendus de *Communistes* dans *l'Huma*. Les résumés d'interventions font apparaître une disparité importante, en moyenne, par CN, 10 femmes s'expriment pour 28 à 30 hommes.

Les femmes ont-elles moins de choses à dire ?

Les femmes sont-elles moins responsables ou méconnaissent-elles les sujets abordés ?

Ou bien le système de prise de parole (les premiers inscrits parlent...) favorise-t-il plutôt les hommes ? Comme je m'amusai à le dire dans mon intervention au dernier CN : "Les hommes tirent plus vite, ils s'exercent pour cela dès leur plus jeune âge..."

À un moment où il nous est proposé de "réfléchir" à une charte du travail en commun au CN, il me semble nécessaire de prendre en compte cet aspect de la réalité de nos débats. Les femmes du PCF sont très recherchées lorsque les élections approchent et que la parité devient la loi. Il ne peut y avoir éternellement deux poids deux mesures, aussi je préconise que le CN, l'exécutif ou la présidence, ou tous ensemble, prennent la décision de **SYSTÉMATIQUEMENT** donner la parole en alternant une femme, un homme quel que soit l'ordre des inscriptions, ceci jusqu'à ce que toutes les femmes inscrites se soient exprimées.

Cette proposition peut faire sourire, mais je pense que son application pourra faire évoluer les mentalités de certains ainsi que le contenu des débats.

CONSEIL NATIONAL DES 28 FÉVRIER ET 1^{er} MARS un conseil national pas comme les autres !

Le vécu d'une réunion a toujours une part subjective, le Conseil national des 28 février et 1^{er} mars n'échappe pas à cette règle. Permettez-moi d'en tirer quelques enseignements significatifs.

Etant présidente de la première séance, je reprenais la proposition faite par Colette Mô d'alterner les interventions femme/homme. Après un échange sur la situation aux Antilles, où il ne fut pas possible de mettre en application ce principe du fait du peu d'inscriptions de femmes, "les transformations du Parti" suscitèrent autant d'intervenantes que d'intervenants. Je ne m'arrêterai pas ici sur tous les thèmes abordés, je vous renvoie à la lecture de *Communistes*, je veux mettre en lumière la teneur des débats sur la place et le rôle des femmes dans le Parti.

Le rapport introductif de Patrice Bessac avait le mérite de poser les questions listées durant notre Congrès, les interrogations suscitées depuis, le tout dans un esprit ouvert, sans aucun tabou. Par contre, il était frappant de constater que si le mot "féminisme" était cité, aucun exemple ne venait illustrer ce propos, et les expériences choisies ne faisaient aucune place au vécu de notre engagement de féministes/communistes. Ainsi, quand il fut question d'activité en réseaux, le travail que nous portons au sein de notre commission ou ailleurs ne fut pas même mentionné. Mon propos n'est pas d'épingler le rapporteur, plutôt ouvert au combat féministe, mais d'analyser les raisons de tels manques.

N'illustrent-ils pas, en partie, l'état de réflexion du Parti par ces temps de crise ?

La discussion ne fit que confirmer des régressions profondes dans nos rangs, qui se manifestèrent fortement sur la question de la parité. Les premiers chiffres, concernant les conseils départementaux, donnés par Brigitte Dionnet, sont alarmants, ce qu'elle ne manqua pas de dénoncer. Quant à moi, j'intervenais sur la composition de la commission nationale *Transformations du Parti*, qui n'était absolument pas paritaire. Je demandais qu'on n'entérine pas cette commission en l'état, comme on l'avait hélas fait pour la coordination nationale.

Débat habituel, me direz-vous ! Peut-être, mais la suite ne l'était pas, dans l'instance de direction qu'est le Conseil national.

Des camarades excédés ont trouvé que ce débat sur la parité n'avait rien à voir avec l'ordre du jour, d'autres ont défendu l'idée que nos statuts nous contraignaient à la parité dans les organes officiels de direction, mais pas dans des commissions ! Enfin, si nous voulions la parité, il fallait grossir les rangs de ladite commission. Un débat interactif s'instaurait alors, permettant de démontrer que transformer le Parti passe par s'interroger sur nos pratiques, les conditions que l'on crée ou pas de faire de la politique autrement, que dans cette recherche, le droit à l'égalité entre les femmes et les hommes doit être notre fil rouge, que la parité n'est pas une fin en soi, mais un moyen pour réparer des siècles d'injustices dans un véritable partage des pouvoirs, comme le soulignait Colette.

Cette discussion a permis au final de revenir à une commission paritaire composée de 4 collèges de 20 membres chacun. Qui a dit que l'émergence des femmes dans la politique ne change pas nos pratiques ?

Proposition a été adoptée de consacrer le Conseil national de mai à une séquence sur le féminisme. Réfléchissons-y, dès à présent, afin de présenter un rapport qui puisse nourrir la réflexion et les luttes du Parti avant les européennes.

La suite du Conseil national a permis un nombre égal d'intervenantes et d'intervenants. Ce pas franchi va-t-il changer la tonalité de nos débats ? Ce qui est sûr, c'est que les femmes élues à ce Conseil national ont envie d'occuper toute leur place, ni plus, mais ni moins !

Laurence Cohen

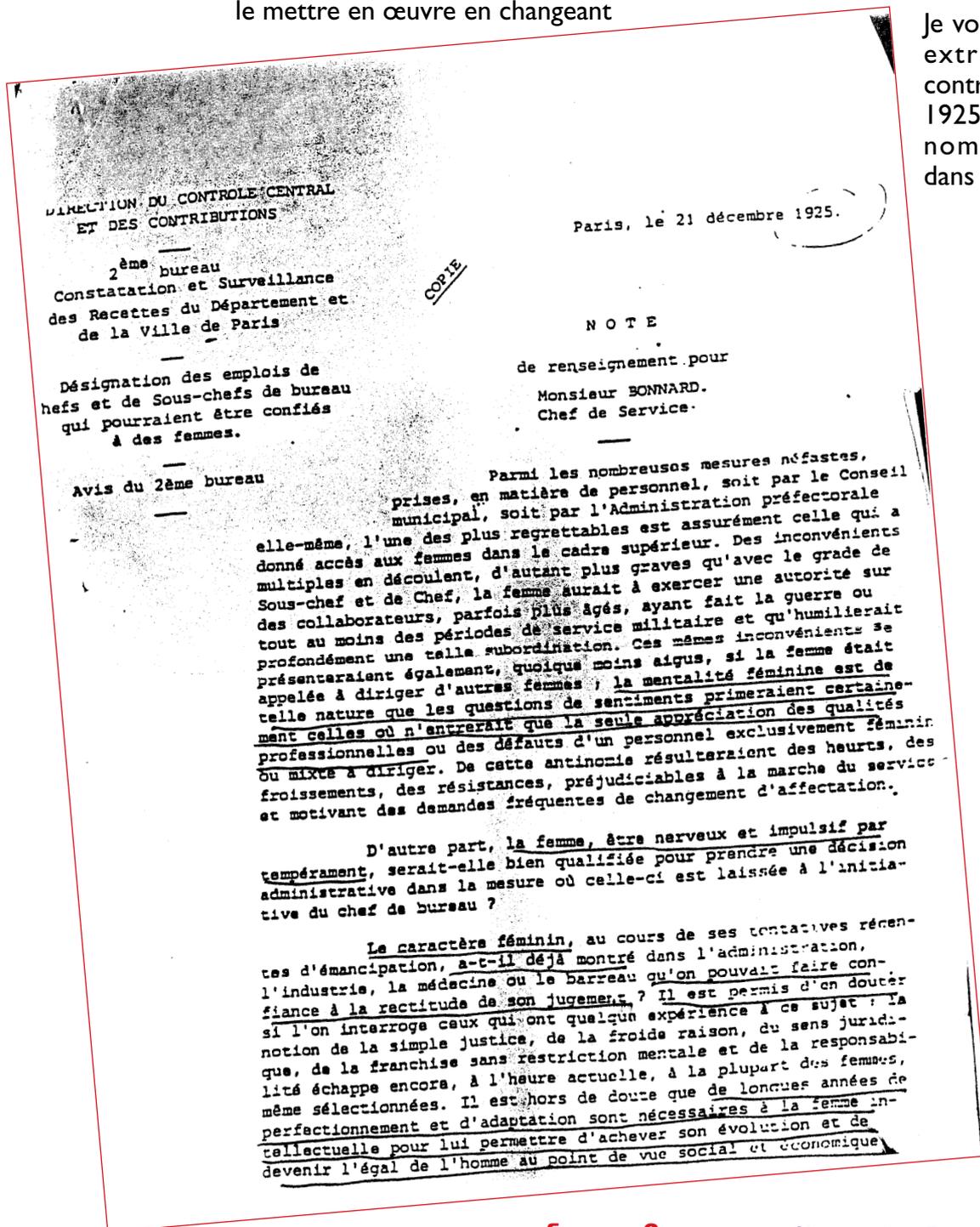
CONSEIL NATIONAL DES 28 FÉVRIER ET 1^{er} MARS intervention de Brigitte Dionnet

La transformation du Parti est à mettre en rapport avec son projet. Et au besoin de dépasser vraiment le centralisme démocratique et la conception du parti d'avant garde. Ce qui est posé, c'est son rapport à la société, aux femmes et hommes qui la composent, pour passer d'une extériorité à une participation – de l'intérieur – à leur intervention autour d'un projet conduit avec eux et elles. Une de ces voies est la mise en œuvre effective de la parité, c'est-à-dire, une fois ce choix politique effectué, le mettre en œuvre en changeant

ce qu'il faut dans notre pratique – collective et individuelle – pour qu'existe le "genre féminin" dans tout ce que nous faisons.

La parité est un sujet qui a trait aux nécessaires transformations de notre parti. Pour être utile au peuple tel qu'il est et en rapport avec la réalité que nous voulons transformer. Au vu des expressions qui fusent dans cette enceinte, je propose que nous ayons un débat de fond, au CN, sur cette question de la parité : pourquoi et comment.

Je voudrais pour finir lire des extraits de la note d'un contrôleur des impôts qui en 1925 argumentait contre la nomination d'une femme dans cette administration.



la note
dont B. Dionnet
a lu des extraits



activité des commissions départementales

8 MARS 2009
un bref aperçu

Maine et Loire

Débat le 6 mars à 18 heures sur *Les droits des femmes en Europe*

Hauts de Seine

Rencontre avec les salariées du Centre commercial de la Défense le 6 Mars

Nièvre

Organisation d'un débat à Garchizy (proche de Nevers) le 6 Mars sur le thème *Une loi cadre contre les violences et pour tous les droits de femmes*

Ariège

Débat *Quel avenir pour les femmes en Europe, en France, en Ariège* suivi d'un film et d'un repas

Alpes Maritimes

Rencontres – débats – adresse aux femmes

Indre et Loire

Débats, film

Gard

Rencontre-débat *Femmes, leurs droits en Europe* samedi 7 mars

Bobigny

Rencontre avec les femmes de la cité

Val de Marne

Rencontre avec les femmes – tTract – carte - fleurs



SAMEDI 7 MARS À PARIS **manifestation unitaire**

à l'appel de

ACTIT, CADAC, Chiennes de Garde-la Meute, CNDF, Collectif Faty Koumba, Collectif féministe *Ruptures*, Droits des Femmes 20ème, Femmes Solidaires, IFE-EFI, Maison des Femmes de Montreuil, Mouvement Français pour le Planning Familial, MFPFAD93, Institut Emilie du Chatelet, La Barbe, Ligue des Femmes Iraniennes, LIFPL, Marche Mondiale des Femmes, Organisation Femmes Egalité, Pluri-elles Algérie, RAJFIRE, Tumultueuses, Coordination 93 des sans-papiers, LDH, Mutuelle des Etudiants, Femmes Libres Radio Libertaire, Alternative Libertaire, Les Verts Commission Femmes, NPA/LCR, Commission Femmes, Parti communiste, Parti de Gauche, Parti socialiste responsable Femmes.

Un cortège du PCF est prévu

Les thèmes portés pendant la manifestation :

Non à la réduction de 42 % de la subvention au Planning Familial. Une pétition lancée par le Planning dont nous sommes signataires recueille plus de 50 000 signatures à ce jour. Il y a plusieurs années, l'État s'étant déchargé de la mission d'éducation sexuelle sur le Planning qui effectivement était subventionné en conséquence, se voit aujourd'hui contraint de ne plus pouvoir assumer cette partie importante de son travail. Autant dire que plusieurs centres seront menacés de fermeture entraînant des conséquences graves sur les droits des femmes à la contraception et à l'avortement.

Exigeons la gratuité des moyens de contraception et le droit à l'avortement dans les meilleures conditions sociales et médicales.

Seront également mis en avant les thèmes :

De la précarité ; de l'emploi et les effets de la crise concernant les femmes

Des violences à l'égard des femmes nécessitant d'urgence le vote de la loi cadre

Reconnaissance du droit à des papiers pour les femmes immigrées travailleuses clandestines comme les MANET

De la solidarité internationale avec les femmes du monde (palestiniennes, iraniennes, afghanes, etc).

SAMEDI 7 MARS

Départ du Planning Familial – 14 heures

10 rue Vivienne Paris 2ème

nous n'oublions pas Gaza

J'ai séjourné au Liban, en Jordanie et en Syrie ce mois de janvier. J'y ai rencontré les organisations avec lesquelles l'IFE développe des relations depuis maintenant près de deux ans. J'étais dans cette région pour manifester notre solidarité et notre engagement pour Gaza. L'IFE a lancé deux appels en décembre et en janvier dont un à la solidarité financière.

J'étais aussi là-bas pour faire le point sur plusieurs projets et actions communes sur les droits des femmes. Mais il n'a été question QUE de Gaza, qui occupait tous les esprits et tous les cœurs.

Les impressions que je garde de mes rencontres sont :

- l'impuissance, la souffrance et la colère face au massacre des populations civiles, mais aussi face au silence complice des gouvernements, notamment ceux d'Europe et ceux des pays arabes
- le constat du renforcement politique du Hamas et d'une montée très préoccupante au plan global, mais en particulier pour les femmes, des mouvances intégristes
- la remise à un plus tard très lointain et très flou de toute perspective de paix durable, comme de l'ensemble des projets allant dans le sens de la démocratie et arrachés le plus souvent de haute lutte par les femmes : au Liban, le projet de loi contre la violence domestique, en Syrie, la levée des réservations de la CEDAW (Convention européenne contre les discriminations faites aux femmes, qu'un certain nombre de pays ratifient, mais seulement avec des réserves).

J'ai aussi croisé partout des espaces positifs de solidarité. À Beyrouth, avec le Forum des femmes palestiniennes, le soutien est organisé dans les camps de réfugiés autour d'une parole commune : "Le peuple palestinien est un, la guerre contre Gaza est une guerre contre tous les palestiniens".

Les femmes cousent des sacs et les distribuent, chacun met dans le sac ce qu'il peut, quelle qu'en soit la valeur. Il est pour tous vital de s'impliquer.

Ici on parle de génocide, de massacre, d'extermination planifiée via le recours à des armes non conventionnelles. On parle d'un conflit "d'EXISTENCE" qui met en cause le droit de la population palestinienne à vivre en paix et librement sur sa terre, tout simplement à VIVRE.

À Damas, à Amman, c'est aussi la colère et l'impuissance partagées et le constat d'un recul de 10 ans dans le champ de la paix et du progrès social. La CEDAW ne semble plus avoir très bonne presse et il y a un lien évident entre le conflit dans la zone et la limitation des droits des femmes dans la région, liée tout autant aux priorités politiques qu'à la montée des forces intégristes.

Les femmes insistent partout sur la nécessité d'un soutien politique à leur cause et sur l'importance de maintenir une mobilisation internationale. Que Gaza qui est maintenant dans le chaos ne tombe pas dans l'oubli !! Mais comment résoudre un conflit avec les seuls principes, méthodes et acteurs qui ont conduit aux hostilités ? Une juste paix au Moyen-Orient nécessite une nouvelle politique et une nouvelle approche. Les pacifistes, les hommes et femmes de progrès dans la région, les féministes ont les clés de cette nouvelle approche. Fatah et le Hamas ne sont pas les deux seuls interlocuteurs politiques en Palestine. Il y a une société civile vivante, active, en Israël et en Palestine, dont les besoins et les voix sont ignorés, voire étouffés par leurs gouvernements, et ignorés aussi par la communauté internationale.

L'Union européenne devrait être un projet porteur de paix, porteur d'une alternative non militaire au développement global. Elle porte au contraire une lourde responsabilité dans la situation au Moyen-Orient et ses tragiques développements.

Nous nous associons au mouvement de mobilisation de l'opinion internationale pour que les Nations unies et ses États membres prennent les mesures nécessaires pour mettre fin à l'impunité de l'État d'Israël et parvenir à une juste solution du conflit.

Lilian Halls French

présidence d'Initiative féministe européenne

8 mars

Journée internationale
meeting pour une autre Europe au Zénith à Paris

4 avril

Marche de nuit à Paris
pour une loi cadre contre les violences faites aux femmes

7 juin

Élections européennes

Tee-shirts

Des **tee-shirts Égalité** sont à votre disposition. Nous avons pris cette initiative pour deux raisons : rendre plus “visible”, plus attractif notre engagement lors de manifestations publiques de tous types dans tous lieux et permettre à notre commission de dégager de l’argent pour le Parti. Le coût est de 10 euros.

Vous pouvez les commander, par téléphone, auprès d’Élisabeth Ackermann, au 01 40 40 12 27 ou nous renvoyer le bon de commande ci-dessous.

BON DE COMMANDE tee-shirts Égalité

Fédération : _____
nom et adresse

Camarade qui passe commande : _____
nom et prénom, téléphone

nombre

_____ **tee-shirts - taille small à 10 euros** = _____

_____ **tee-shirts - taille large à 10 euros** = _____

Total commande : _____

ci-joint : règlement _____